

**Zeitschrift:** Domaine public

**Herausgeber:** Domaine public

**Band:** - (2008)

**Heft:** 1783

**Artikel:** Guérilla urbaine contre essai d'OGM en plein champ : le vandalisme à but idéal n'existe pas : même au nom d'une juste cause, l'action directe, en force et masquée, demeure injustifiable

**Autor:** Jaggi, Yvette

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012506>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Energie nucléaire: raisonnable en apparence seulement

*L'assainissement énergétique est plus efficace, plus souple et moins cher que Gösgen II*

Jean-Daniel Delley (13 juin 2008)

Atel – Aar Tessin Electricité, l'un des grands électriciens du pays – ne pouvait rêver moment plus propice pour déposer sa demande de construire une nouvelle centrale nucléaire. La hausse rapide du prix du pétrole et l'épuisement annoncé de ce combustible fossile suscitent des inquiétudes dans l'opinion. Tout comme le réchauffement climatique provoqué par les émissions de CO<sub>2</sub>. La production d'électricité peine à suivre une demande en constante progression. Ces évolutions devraient faciliter l'acceptation d'un développement du parc nucléaire. Quant à la localisation à Gösgen, elle sera à coup sûr bien accueillie par une population environnante et des autorités qui ont toujours manifesté leur appui à cette forme d'énergie. Enfin cette initiative s'inscrit dans le droit fil de la politique énergétique du Conseil fédéral qui, à côté des économies, des énergies renouvelables, table sur le nucléaire. Voilà pour

l'argumentaire d'Atel qui semble frappé au coin du bon sens.

Mais le bon sens n'obéit pas toujours aux lois de la raison. Point n'est besoin de diaboliser le nucléaire: un examen rapide de la situation suffit à mettre en évidence la faiblesse de cette solution.

Si le montant nécessaire à la construction de cette nouvelle centrale – 6 à 7 milliards de francs – était consacré à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et des installations et à la promotion des énergies renouvelables, quelles économies durables d'énergie seraient possibles? La question est d'autant plus justifiée qu'en la matière la Suisse ne brille pas par son dynamisme. Alors que l'Allemagne soutient vigoureusement l'énergie solaire – un chiffre d'affaires de 6 milliards et près de 60'000 emplois –, et que, selon un analyste de la banque Sarasin, le prix du kWh solaire

sera concurrentiel à partir de 2015, notre pays chipote sur le montant des subventions et tarde à édicter des normes efficaces.

Par ailleurs la centrale de Gösgen II ne produira au mieux qu'à partir de 2015, alors que des mesures d'économie pourraient déployer leurs effets très rapidement, tout en contribuant à la création d'emplois qualifiés en bien plus grand nombre que la construction d'une usine nucléaire.

Enfin relancer la filière nucléaire distrait des moyens financiers pour une technologie d'une durée de vie de près d'un demi-siècle, au détriment des énergies renouvelables qui évoluent à grande vitesse.

L'appui des radicaux et de l'UDC à ce projet illustre l'incompétence en matière énergétique et l'absence de vision d'avenir de la droite politique.

## Guérilla urbaine contre essai d'OGM en plein champ

*Le vandalisme à but idéal n'existe pas. Même au nom d'une juste cause, l'action directe, en force et masquée, demeure injustifiable*

Yvette Jaggi (16 juin 2008)

Les membres de la Coordination romande StopOGM et leurs homologues

alémaniques regroupés sous le label SAG ne s'y sont pas trompés: ils ont condamné dès

le lendemain, dans un communiqué, l'intervention destructrice de 35 individus

portant cagoules sur le site de la station de recherche Agroscope de Zurich-Reckenholz, où se poursuit un essai en plein champ avec du blé transgénique.

Dûment autorisée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), la dissémination expérimentale se fait sur une surface grillagée, protégée et télésurveillée de deux hectares, semés à fin mars dernier d'un blé génétiquement modifié en vue de résister au méchant oïdium des céréales.

Le tout se déroule dans le cadre du Programme national de recherche N°59, comprenant 27 projets sur «*L'utilité et les risques des plantes génétiquement modifiées*», pour un montant d'environ 8,5 millions de francs. Les travaux, menés dans plusieurs universités suisses, à l'EPFZ et dans différents instituts publics et bureaux privés, ont commencé en automne dernier et devraient s'achever au printemps 2011. Comme les résultats ne paraîtront pas avant l'été 2012, le Conseil fédéral demandera prochainement une prolongation du moratoire «pour une agriculture sans OGM», qui arrive à échéance à 2010.

Ce moratoire, on s'en souvient, a été instauré suite à l'approbation de l'initiative populaire «pour des aliments produits sans manipulations génétiques», acceptée le 27

novembre 2005 par 55,7% des citoyens et par tous les cantons.

Selon autorisation donnée par l'OFEV le 4 septembre 2007, des essais en plein champ devaient avoir lieu aussi au centre viticole du Caudoz à Pully. Mais leur réalisation y est suspendue en raison de recours reconnus valables, puisqu'émanant de personnes résidant à l'intérieur du périmètre d'un kilomètre autour du terrain.

En l'absence de telles procédures, la dissémination a en revanche eu lieu ce printemps à la station de Reckenholz, en plein quartier zurichois d'Affoltern, sous l'égide d'un «*Consortium-blé.ch*». Sont impliqués dans l'expérimentation en cours des chercheurs appartenant à l'Université cantonale et à l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich ainsi qu'aux stations de recherches de Reckenholz/ZH-Tänikon/TG et de Changins/VD-Wädenswil/ZH, en collaboration avec les universités de Bâle, Berne, Lausanne et Neuchâtel.

Des instances comme StopOGM ou le SAG alémanique, regroupant 25 organisations dont Greenpeace, le WWF ou Pro Natura, ont toujours mis en cause des essais dont la pertinence leur paraît discutable et les risques non négligeables. Mais leur opposition s'est toujours

manifestée dans le débat public et par la voie juridique, non sur le terrain. L'intervention violente des vandales de vendredi dernier, qui a donné lieu le jour même à cinq premières arrestations, semble répondre à d'autres motivations. Il s'agirait de protester «contre l'asservissement des agriculteurs, contre les multinationales dominantes et contre l'accoutumance aux aliments génétiquement modifiés». Une phraséologie qu'évitent soigneusement Les Faucheurs volontaires français, pour justifier leurs «arrachages légitimes». Et pour juger «exemplaire» le moratoire appliqué en Suisse, même si la politique de notre pays leur paraît moins rigoureuse en matière d'importations de produits alimentaires que de recherche expérimentale.

Or c'est justement en cela que le vandalisme est inacceptable: en détruisant une partie des plants de blé génétiquement modifiés, les cagoulés de Reckenholz empêchent de poursuivre des recherches dont le résultat devrait aider à prendre en connaissance de cause des décisions politiques durables. Et, qui sait, à trouver des alternatives aux OGM, du genre de celle que développe le professeur Cesare Gessler, qui enseigne la biologie intégrative à l'EPFZ, dont les modifications cis-géniques semblent prometteuses en matière de cultures fruitières.